



une seule terre



pour tous



dans le respect de
la diversité et des
cultures



et une solidarité
effective sud-sud



ACTES DE LA JOURNEE D'ECHANGES DU VENDREDI 2 JUILLET 2010 « FEMMES MIGRANTES : SE FAIRE CONNAITRE ICI, MIEUX AGIR ICI ET LA-BAS »

AU 18 RUE DES TERRES AUX CURES , 13EME ARRONDISSEMENT



 **île de France**

AVEC LE SOUTIEN DE LA REGION ILE DE FRANCE

LES ASSOCIATIONS DE MIGRANTS DE PREMIERE GENERATION, FORMEES PAR DES HOMMES VENUS TRAVAILLER EN FRANCE ET EN EUROPE SONT DE PLUS EN PLUS RECONNUES COMME ACTEURS DE DEVELOPPEMENT. QU'EN EST-IL DES FEMMES, QUELS PARCOURS MIGRATOIRES, QUELS RESEAUX ET STRUCTURATION? FORCE EST DE CONSTATER QUE CELLES-CI ONT UNE MOINDRE VISIBILITE BIEN QU'ELLES AIENT CREE DES FEDERATIONS ET DES COORDINATIONS DEPUIS DES ANNEES. D'AUTRES NAISSENT ET SE DEVELOPPENT MAIS BEAUCOUP DE FEMMES SONT EN QUETE D'AUTONOMIE.

ENDA EUROPE ET LES MEMBRES DE SON RESEAU INTERNATIONAL INVITENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DIAPODE MENE EN PARTENARIAT AVEC LE FORIM, A UNE JOURNEE D'INFORMATION ET D'ECHANGES AUTOUR DES INITIATIVES DES FEMMES MIGRANTES POUR FAVORISER LA CONNAISSANCE MUTUELLE D'ORGANISATIONS DE FEMMES AU NORD ET AU SUD, ENGAGER LE DEBAT AVEC DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DEGAGER DES PISTES D' ACTIONS.

ONT PARTICIPE A L'ORGANISATION DE CETTE JOURNEE : ENDA EUROPE, LA COMMISSION GENRE DU FORIM, L'AFED, LE GESS-RECSOL, APECEK, LA FEDERATION IFAFE, LE CLAE, COURANTS DE FEMMES ET UNE FORMATRICE INDEPENDANTE. ONT TEMOIGNE DE LEURS ACTIONS AU SENEGAL, ENDA GRAF ET ENDA DIAPOL, ET DE LEUR ACTIONS A MADAGASCAR, ENDA OCEAN INDIEN.

LISTE DES INTERVENANT/TES ET ANIMATEURS/TRICES

INTERVENANT-ES

- FATOU NDOYE, ENDA GRAF, SENEGAL
- BADARA NDIAYE, ENDA DIAPOL, SENEGAL
- NJAKANIAINA RALAIKOTO, ENDA OCEAN INDIEN, MADAGASCAR
- KHADY SAKHO, MECSEF ET FORIM, FRANCE ET SENEGAL
- DJAMEL ADILA, COORDINATEUR DU POLE RESSOURCES, CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE
- ANNELAURE WITTMANN, ENDA EUROPE
- MELODIE BEAUJEU, ENDA EUROPE

ANIMATRICES

- MAGALIE SAUSSEY, AFED, ASSOCIATION FEMMES ET DEVELOPPEMENT
- ANITA ABLAVI ADJODA IVON, RECSOL
- DOMINIQUE POGGI, SOCIOLOGUE ET FORMATRICE, VERES CONSULTANTS

RAPPORTEURES

- MARIE-DOMINIQUE DE SUREMAIN, ENDA EUROPE
- MELODIE BEAUJEU, ENDA EUROPE

ONT PARTICIPE EGLEMENT A L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE:

- SUZANNE BELLNOUN, PRESIDENTE DU CLAE, CLUB DES AFRICAINES ENTREPRENEURES D'EUROPE.
- DAMARYS MAA MARCHAND, PRESIDENTE D'IFAFE (INITIATIVE DES FEMMES AFRICAINES DE FRANCE ET D'EUROPE)
- SIRE DANFHAKA, PRESIDENTE D'APECEK, ASSOCIATION POUR L'EDUCATION ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE KEDOUGOU

INTRODUCTION DE LA SEANCE

Enda europe présente son réseau et le contexte de la journée:

Annelaure Wittmann, directrice, évoque les différentes actions d'enda sur le genre et les femmes:

partant du constat de l'importance du travail invisible et gratuit des femmes, de la féminisation croissante de la pauvreté, de l'injuste surexposition des femmes aux violences, aux maladies sexuellement transmissibles, à tout type de discriminations, mais également des nombreuses contributions des femmes au développement, et des changements sociaux liés à l'évolution des rôles, enda a intégré la **perspective de genre** dans sa mission institutionnelle.

Mélodie Beaujeu présente le programme **Diapode** dans lequel s'inscrit cette journée centrée sur les organisations de femmes migrantes. le programme diapode (diasporas pour le développement) soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) lors de la première année puis par le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (MIINDS) est mené en partenariat avec le FORIM (Forum des Organisations Issues des Migrations). Il a pour principal objet de valoriser les associations de migrants en tant qu'**acteurs efficaces et légitimes** du co-développement auprès d'autres acteurs du développement; ce, afin de renforcer la visibilité et la mobilisation des organisations de migrants en faveur du **développement** de leur pays d'origine.



*Mélodie Beaujeu et Annelaure Wittmann
Enda Europe, 2 juillet 2010*

Il est apparu depuis le début du programme que les associations de femmes migrantes sont relativement absentes des réseaux de coopération officielle, alors qu'elles montrent un **dynamisme** important tant sur les territoires d'accueil qu'en direction des pays d'origine. elles constituent aussi une **source d'information** au sujet des situations concrètes vécues par les femmes dans les pays du sud. leur manque de visibilité ou de reconnaissance par les réseaux constitués, leur petite taille pour certaines ou leur dispersion sont autant d'obstacles à la construction d'actions viables en partenariat avec les acteurs tels que les collectivités locales, les pouvoirs publics ou les ONG.

La journée s'inscrit dans la continuité des Assises Nationales « Femmes migrantes,

citoyenneté, action» organisées par le Forim en mars 2008. elle est une opportunité de mise en relation d'organisations de migrant-e-s et de non migrant-e-s pour mieux avancer ensemble.elle s'adresse en particulier aux collectivités locales qui sont des interlocuteurs privilégiés potentiels des associations de femmes migrantes dans l'appui et de la **valorisation** de leurs actions, tant au nord et qu'au sud. les représentants d'enda graf et enda diapol au Sénégal et d'enda océan indien pour Madagascar ont été invitées à faire part de la manière dont la dimension genre est prise en compte dans leurs programmes dans ces pays. le partage d'expériences nord-sud permettra un **enrichissements mutuels** et la construction future de nouveaux partenariats.

Fatou Ndoye, enda Graf : Expériences femmes et entrepreneuriat responsable

Fatou Ndoye est responsable de plusieurs projets d'appui à l'**entrepreneuriat féminin** au sein d'enda graf sahel. Elle centre son intervention sur différents projets de recherche-action participative avec des réseaux de femmes entrepreneuses autour de filières agroalimentaires. La démarche d'enda Graf depuis 15 ans, consiste à favoriser un entrepreneuriat féminin qui dépasse la survie et engage un plaidoyer national et municipal qui réunit les acteurs publics et populaires autour des obstacles commerciaux, et réglementaires au développement du secteur agroalimentaire (produits céréaliers, halieutiques, forestiers, laitiers, restauration de rue), ainsi qu'au développement des métiers.

Enda Graf **accompagne** des femmes dans leur professionnalisation et dans le développement de leur entreprise, en organisant des formations en collaboration avec certains services étatiques comme le service de l'hygiène, l'institut de technologie alimentaire (ITA), les laboratoires d'analyse de l'université, certaines écoles de formation et des bureaux d'études.

Afin de leur **faciliter** l'accès aux crédits, des conventions sont signées avec les mutuelles d'épargne et de crédits (constituées en réseau national RECEC) qui sont accompagnées par enda Graf depuis leur création. Des lignes de crédits sont déposées dans les différentes mutuelles permettant ainsi aux membres des unités de transformations d'en bénéficier avec des taux préférentiels. Au niveau des investissements, enda Graf a facilité l'accès des femmes aux équipements (moulins, matériel de transformation, aménagement de site de transformation...).



Fatou Ndoye, Enda Graf 2 juillet 2010

« Il faut souligner le manque de considération des pouvoirs publics à l'égard des femmes, et ceci malgré leur dynamisme et leur apport considérable en termes de

création d'emploi, de contribution aux recettes des collectivités locales »

Enda graf estime important de mettre en évidence les apports des femmes populaires à l'économie du pays et des villes. Elle essaie de mesurer leurs apports et de les faire reconnaître par les autorités locales qui le plus souvent les persécutent et leur interdit l'accès à l'espace public.

Les principaux sites d'intervention d'enda graf dans le domaine de l'appui à l'entrepreneuriat féminin sont *Dakar, Rufisque, Mbao, Saint Louis, Mbour, Kayar, pointe Sarène, Joal Fadiouth, îles du Saloum.*

Parmi les résultats obtenus à ce jour, ont été cités :

- La création d'un tissu de micro et petites entreprises de femmes, notamment le réseau Aproval,
- Leur organisation en réseaux de groupements d'intérêt économique et leur intégration dans des réseaux par filières,
- Une ouverture vers l'exportation (Burkina, Mali, Congo)
- La création de 7 sites de transformation halieutiques

Enda graf coordonne ou fait partie de plusieurs réseaux et groupes de travail dont une plateforme agroalimentaire qui regroupe plus de 2500 acteurs. Celle-ci est chargée de mener un plaidoyer auprès des décideurs politiques en travaillant sur la certification des métiers et la validation des compétences (ou des acquis de l'expérience) dans les filières agroalimentaires.

Njakaniaina Ralaikoto, enda Ocean Indien : réseau d'organisations engagées pour le développement et contre la violence conjugale à Madagascar

Enda Océan Indien fait partie du réseau d'enda tiers-monde et est implanté à Madagascar. Ses principaux domaines d'intervention sont l'habitat et l'assainissement, l'éducation, le programme Diapode et la lutte contre les violences de genre.



Njakaniaina Ralaikoto, enda Océan Indien, 2 juillet 2010

L'approche genre est renforcée dans l'ensemble des projets d'enda Océan Indien depuis quelques années. Cette volonté est née du constat du nombre important, voire majoritaire,

de femmes parmi les bénéficiaires des différentes actions d'amélioration de l'habitat et de l'assainissement et de freins spécifiques qu'elles subissent. Un grand nombre d'entre elles est par exemple freinée dans ses projets par la violence des maris. Enda Océan Indien a donc initié un programme spécifique dédié à la problématique des violences conjugales.

Le programme intègre cette problématique dans l'**amélioration de la condition juridique et sociale** des femmes. Une étude a été réalisée avec un institut de recherche, l'IRD, afin de dresser un état des lieux de l'ampleur, des mécanismes du phénomène. Les chiffres ont montré la prévalence des violences était de 65% des, ce qui en montrent l'ampleur comme phénomène social aux conséquences réelles sur leur santé et toutes leurs activités.

Suite à ce travail d'enquête, une cellule de coordination a été mise en place. Elle est composée de 30 acteurs de la gendarmerie, acteurs de la société civile et intervenants sociaux, personnel juridique, institutions. Un manifeste rassemblant aujourd'hui 3500 signatures a été constitué et un répertoire des acteurs a été diffusé pour favoriser l'orientation des femmes victimes de violence et renforcer la réponse sociale. Parallèlement, des sessions de formation des différents organismes ont été organisées. Enfin, une stratégie de sensibilisation de toutes les couches de la société a été mise en oeuvre via un festival, la participation régulière à des émissions de radio, un forum internet afin de lutter contre l'acceptation sociale de ce phénomène.

Khady Sakho Niang, Forim et Mecsef : responsable du groupe « genre et migrations »

Mme Niang rappelle que le Forim est une plateforme regroupant des fédérations et des collectifs d'associations de migrant-es. un des objectifs de sa création est de les aider à mieux s'organiser et ainsi, d'améliorer leur représentativité et leur influence.



Khady Sakho, La MECSEF-Forim, 2 Juillet 2010

« Les femmes migrantes sont peu présentes à la tête des associations de développement et, par conséquent, leur pouvoir reste confiné à des actions invisibles, peu valorisées. »

La commission genre et migrations a été créée après la rencontre nationale « femmes migrations et développement » initiée en 2002 pour avant tout, favoriser la reconnaissance des actions menées par les femmes et par leurs diverses associations au sein du Forim.

Actuellement, il s'agit d'essayer d'avancer dans ce combat en apportant le soutien nécessaire à la **création de projets** portés par des femmes migrantes tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. A noter que depuis la création de cette commission, les responsables ont organisé plusieurs rencontres et formations allant dans le sens de l'intégration de la dimension genre au renforcement des capacités des femmes et leurs structures. Les assises nationales «femmes migrantes, citoyenneté, actions» les 7 et 8 mars 2008 à Montreuil ont été un **moment privilégié de diagnostic collectif**. des constats se sont dégagés tels que les problèmes d'insertion que rencontrent les diplômées, les difficultés d'accès aux soins de qualité avec la situation de détresse vécue par les femmes porteuses du vih/sida, les représentations et les stigmatisations persistantes dont font l'objet les populations migrantes quel que soit les niveaux d'instruction, et d'autres thématiques liées à la situation des femmes migrantes et à l'éducation... Les actes de ces assises seront prochainement publiés et des actions phares tirées des propositions pourront être conduites conjointement avec d'autres structures partenaires. Les principales propositions portent sur la **formation**, le **renforcement des capacités décisionnelles** des femmes, une présence plus visible.

Deux ateliers ont ensuite permis aux participantes de mieux se connaître, de se faire reconnaître de leurs paires, plus de discuter autour d'actions possibles à construire ensemble. Pour chaque atelier deux groupes se sont formés spontanément, l'un autour de l'éducation et la santé, l'autre autour des initiatives économiques.

Atelier 1 « Quelle visibilité des actrices associatives : se connaître, se faire connaître »

Animatrices : Magalie Saussey, Afed, Anita Ablavi Adjeoda Ivon, Recosol

Rapporteuses : Marie- Dominique de Suremain et Mélodie Beaujeu, enda Europe

Lors du premier atelier les participant-es se sont concentrées sur la présentation des différentes associations, de leurs fondatrices et des actions initiées ici et là-bas.

GROUPE 1

Siré Danfakha, Présidente d'Apecek, réunissant des ressortissants de la région de Kédougou au Sénégal. L'association est mixte en termes de **genre et culturels**, c'est-à-dire qu'y participent des hommes et des femmes, migrant-es ou français de souche.

Elle a pour principal objet la promotion de l'éducation. La fondatrice, aujourd'hui professeure, a été fortement marquée par le très faible taux d'achèvement scolaire des filles de sa région d'origine, taux qui reste encore largement inférieur à celui des garçons malgré les efforts non négligeables du gouvernement sénégalais dans le secteur éducatif. En effet, beaucoup de jeunes filles abandonnent leurs études à cause des grossesses et les mariages précoces, mais aussi par manque de ressources.

L'association soutient donc des structures locales comme la **SCOFI** (association des

enseignantes pour la scolarisation des filles) qui oeuvrent pour l'accès et surtout le maintien des filles à l'école mais aussi pour la réinsertion des filles mères ou victimes de mariage précoce dans le circuit scolaire traditionnel.

Depuis 2007, l'association s'est aussi engagée dans la **scolarisation** des jeunes non voyants en scolarisant 4 jeunes de Kédougou à l'Institut National des Jeunes Aveugles du Sénégal (INEFJA) situé à 700km, à Thiès. Apecek assure le transport aller-retour des villages vers l'institut, effectue un suivi médical, soutient les tuteurs des enfants et soutient l'institut par la **fourniture** de matériels scolaires ou pédagogiques. Depuis 2009, Apecek a été mise en relation avec enda Diapol. Elle a souhaité recevoir un appui pour le suivi de ses actions auprès de l'Inefja, qui a abouti à un projet de formation à la gestion de l'équipe de l'institut qui sera effectué fin 2010.

Enfin, dans le cadre du voyage de l'association à Kédougou du 10 au 21 juillet 2010, enda Diapol participera à la journée d'information et de sensibilisation sur la scolarisation des jeunes aveugles.

Sinde Doucouré, Présidente de l'**association Franco-Africaine des Femmes du 13ème arrondissement** (AFAF 13) présente son association née d'une organisation spontanée entre des femmes du 13ème arrondissement. Du fait de son travail dans les écoles sa présidente a pu constater de nombreux problèmes. Cela a motivé la création de l'association. Elle se veut porteuse des voix des femmes de tous les pays d'Afrique : « **Les problèmes d'intégration viennent aussi de nous : des pères et des mères.** » Les actions des femmes sont empêchées, limitées au sein des familles comme dans l'engagement associatif. Cela a posé des difficultés dans la création de l'association. Pour autant elle considère qu'il ne s'agit pas de créer des divorces et des conflits. Le message qui est adressé aux femmes lors des sorties culturelles est que si elles ne viennent pas, alors personne ne vient. A partir de là les services proposés par l'association concernent tous les domaines de la vie des femmes : Suivi réel du travail scolaire de leurs enfants, **écoute et conseil** des femmes confrontés aux problèmes du mariage et de la polygamie car « **aucune femme n'accepte la polygamie** ». Elle appuie aussi les démarches des femmes sans papier dans la constitution de leur dossier et est intervenue dans le relogement des familles après les incendies des meublés. L'association s'efforce de plus en plus de venir en aide aux femmes maliennes et plus largement aux femmes africaines. Elle organise chaque 8 mars la journée des droits des femmes. Elle a déposé récemment des projets en faveur des femmes qui ne sont pas assez prises en compte dans les projets d'associations d'hommes. Elle bénéficie de l'appui d'enda Europe et enda Mali dans le montage d'un projet d'assainissement dans la commune de Gory au Mali (région de Kayes).

Seydou Niang de l'**ONG Tostan** présente au Sénégal et en France, présente sa démarche et ses activités générales en Afrique : Développement de programmes d'accès aux droits humains, à l'hygiène et à la santé. Ceux-ci incluent des activités de maintien des filles à l'école, de vaccination des femmes. La méthode s'appuie sur les outils de communication populaire africaine.

Récemment une antenne de Tostan a été créée en France. Au début le programme était exclusivement destiné à la **recherche de fonds**. Parallèlement a émergé au sein de l'organisation une prise de conscience du rôle des ressortissants dans les communautés d'origine et les projets qui y sont menés. Tostan considère que ce rôle est ambivalent. Du côté positif, les membres des sociétés locales du fait de l'expérience migratoire sont susceptibles d'appuyer la sensibilisation et d'accompagner les transformations sociales en France. Mais certains peuvent aussi agir négativement lorsque les ressortissants développent dans le pays d'accueil des attitudes de conservatisme social et un

attachement très fort aux traditions. Ils peuvent alors représenter un frein à la conscientisation des populations. A partir de ce constat une campagne de **sensibilisation** a été amorcée par l'antenne française visant à construire des actions communes avec les associations de ressortissants. Les deux sites retenus sont à ce jour Montreuil et Mantes la Jolie.

Le Président de l'association **Solidarité Afrique France** de Tambacounda (Sénégal) considère que la place des femmes est une préoccupation importante de l'association dans le cadre de ses projets de développement local dans les domaines de l'éducation, l'eau et la santé. La tâche d'aller chercher de l'eau rend difficile le travail des femmes qui sont cantonnées aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Afin de sensibiliser à ces questions, un centre social des quartiers a été créé à Tambacounda. L'implication des jeunes d'origine sénégalaise nés en France est aussi un objet de préoccupation importante : Il faut que ces derniers connaissent leurs racines pour pouvoir s'insérer ici. A cette fin l'association dispense des cours de langue peule (le poular). Elle recherche actuellement des partenaires pour grandir. En réponse à une question posée par une participante, l'intervenant a précisé que les femmes étaient peu présentes dans l'association car il pensait qu'il y a peu de femmes originaires de cette région en France.

La Présidente de l'association **Africavision** présente son association créée par des femmes d'origine tchadienne qui a ouvert la porte aux hommes. L'action se situe essentiellement au Tchad. Les femmes ont envoyé des fournitures scolaires pour encourager les enfants dont en particulier les jeunes filles à aller à l'école. Pour celles qui ne peuvent pas aller à l'école des formations à la couture et autres formations professionnelles leur sont proposées.

Le problème s'est posé du soutien aux jeunes hommes. Ceux-ci sont formés et employés au creusement des puits à travers la création d'un centre communautaire.

Khady Sakho du Forim insiste sur l'importance du plaidoyer et de la sensibilisation pour libérer les jeunes filles des tâches domestiques et améliorer leur scolarisation. Cela doit se faire au niveau des décideurs mais aussi au sein des familles. Selon la présidente d'Apecek les mères sont conscientes du problème et elles ont souvent fait les frais pour que leurs filles aillent à l'école. Il existe par exemple au Sénégal une association d'enseignantes spécialisée dans la scolarisation des filles. Le leitmotiv de leur campagne est « **Nous ne voulons plus nous marier à 10 ans** ».

« **Sans participation politique des femmes les avancées dans ces domaines seront faibles. Des initiatives existent** » souligne Badara Ndiaye d'Enda Diapol. Il cite en exemple un **réseau constitué au sein de la plate-forme régionale des collectivités locales d'Afrique de l'Ouest qui vise à renforcer le leadership des femmes dans les pays d'origine comme dans les pays de destination.**



MAGALIE SAUSSEY, PRESIDENTE DE L'AFED, 2 JUILLET 2010

GROUPE 2

Damarys MAA MARCHAND, **Présidente de la fédération IFAFE** (Initiatives des Femmes Africaines de France et d'Europe) présente son organisation. Ancienne militante de lutte contre l'apartheid elle s'est investie aussi dans le domaine de la lutte contre les discriminations en France. En 1993 l'association IFAFE est née pour créer des activités économiques mais s'est rapidement focalisée sur des problèmes d'insertion des femmes, sur leurs difficultés à décoder la société française, l'**accompagnement** des enfants, l'alphabétisation. Aujourd'hui la fédération compte 30 associations membres. La plupart poursuivent leur travail de terrain. Chaque membre est **autonome** dans son fonctionnement, Il s'agit ainsi d'éviter les problèmes de leadership. La fédération est une plate-forme de coordination qui donne une visibilité nationale, internationale et a rapidement été identifiée comme telle.



Damarys MAA MARCHAND, Fédération IFAFE, 2 juillet 2010

La fédération favorise les **échanges** entre les associations membres et d'autres associations locales. Les principales actions menées consistent dans la formation de femmes bénévoles axée sur la gestion d'une association, l'appui technique et l'expertise. La fédération IFAFE assure aussi des activités de plaidoyer politique en participant à des campagnes : Elle est notamment membre du collectif national des droits des femmes, de la Marche Mondiale des femmes.

Une autre réalisation importante a consisté en l'élaboration de livrets de sensibilisation sur le dépistage du VIH sida à destination des personnes migrantes qui étaient peu touchées par les campagnes de sensibilisation traditionnelle de la santé publique en France ou dans lesquelles les migrants ne se sentaient pas concernés du tout et qui font souvent l'objet de stigmatisations.

Un autre axe important concerne la solidarité internationale : il est important pour la fédération IFAFE de garder le contact avec le continent africain. C'est ainsi qu'en cas de catastrophe, de guerre, notamment au Rwanda, au Congo, des actions sont menées après le départ des grosses ONG. La fédération IFAFE s'efforce aussi de travailler avec des associations de femmes africaines pour des formations dans le but de créer les **activités génératrices de revenus**.

Expériences rapportées par d'autres associations :

- Expérience d'appui à l'organisation des associations de femmes migrantes, à l'accompagnement dans le montage des projets depuis récemment aussi de projets dans

les pays du sud par inter-services migrants. des formations de **médiatrices** auprès des associations rom ont aussi été organisées.

- Soutien aux femmes handicapées mentales avec l'association « fleur d'espoir »
- Appui aux enfants orphelins victimes de guerre au tchad. association « Dene Nudi femme famille »
- Activités sociales et économiques menées par l'association « femme lève toi et marche » du Burkina Faso
- Encourager et accompagner la création d'activités génératrices de revenus (coiffure, commerce...) depuis 2008 par le Club des Africaines Entrepreneurs d'Europe (CLAE)
- Projet de transport collectif pour désenclaver la zone de Kédougou au Sénégal, porté une entreprise Niokolo, qui compte comme associés quelques membres d'Apecek. le projet a réussi et il a permis de régler les problèmes de ponctualité et de sécurité auxquels étaient confrontés les habitants de la région.

Atelier 2 « Femmes migrantes, femmes du sud : apprendre et agir ensemble »

Il s'agissait de discuter autour de propositions communes, existantes ou à créer en direction des autorités publiques et notamment des collectivités locales.

GROUPE 1

Lucile Rivera, de Courant de femmes a exposé l'objectif de son association : Soutenir des initiatives locales par et pour les femmes en Afrique de l'ouest en commençant par favoriser leur visibilité via l'outil internet. A cette fin 4 bénévoles françaises sont parties 6 mois la première année à la rencontre des associations africaines. Elles sont allées essentiellement dans les villes et ont appuyé une trentaine d'associations de femmes qui le souhaitaient à la maîtrise des outils informatiques. Ces rencontres et sessions de formation ont abouti à la création de blogs et de sites internet.

Le site **Courant de femmes** recense ces associations et retrace des portraits de femmes. Ses membres s'efforcent de **faire connaître** l'engagement associatif des femmes à travers leurs projets en matière de santé, éducation, droits des femmes, les activités génératrices de revenus. La question se pose aujourd'hui pour les membres de l'association de l'extension du projet pour les femmes migrantes et leurs associations en France.

Question: « Quel a été l'effet de la présentation sur internet pour les femmes qui ont été formées et ont eu recours à ce moyen? »

Courant de femmes répond que le travail accompli a fourni une liste de fiches et de site accessibles aussi par les organisations du nord, qui ont ainsi pu contacter des organisations populaires. Elles ont travaillé avec les têtes de réseaux des associations au Sud, ainsi qu'avec des ONG accompagnatrices des organisations de femmes.

Seydou Niang de Tostan précise que la plupart des associations de ressortissants sont issues des villages. Se pose aujourd'hui dans la plupart des villages dans lesquels les ressortissants ont financé les infrastructures un problème de suivi et de pérennité desdites infrastructures.

Souvent c'est le **dialogue** qui manque entre les différents acteurs. Face à ce constat

Tostan a mis en oeuvre un projet axé sur l'envoi de sms entre les migrants et les associations locales. Cela permet aussi aux femmes qui n'ont pas accès aux **lieux de discussion et de décision** de convoquer des réunions entre les femmes.

« **Aujourd'hui on assiste à un renouveau de l'implication des associations dans les plans de développement local. L'enjeu est bien la communication triangulaire entre collectivités locales, ONG et associations de migrants. Les conférences skype peuvent être un bon moyen d'assurer une communication régulière. Un autre participant a aussi relevé les dysfonctionnements de la communication en interne aux associations de migrants. Les problèmes de communication se posent aussi entre les membres des associations qui peuvent être dispersés entre plusieurs pays européens.** » commente Badara Ndiaye d'Enda Diapol

Il existe bien une complémentarité entre les associations locales et les associations de migrants; les incompréhensions et le défaut de communication sont peut-être source d'obstacles.

Antinéa Lestien, coordinatrice du réseau national d'associations de femmes fIA-ISM (Femmes Inter-Associations Inter-Services Migrants) a insisté sur le fait que la question de la communication se pose pour la présentation des structures concernées : Comment se présente-t-on et à l'adresse de qui ?

Le problème de la communication n'est pas seulement celui de l'outil mais de la volonté : **Comment se positionner dans un réseau, quelle place y prend-on ? Dans les relations nord-sud la difficulté est encore renforcée du fait des incompréhensions, des dysfonctionnements.** Cela a par exemple été le cas au sein du réseau de femmes nord-sud pour lequel elle travaille : Les actrices du sud avaient du mal à comprendre ce qu'elles pouvaient attendre des actrices du nord. Ensuite seulement, une fois que l'on sait se positionner dans un réseau vient la question de la visibilité. Des outils sont fournis par les collectivités mais qui apprend à se positionner dans un réseau ? Cette question est cruciale pour les associations de femmes migrantes qui souhaitent acquérir une visibilité.

Plusieurs participants ont rappelé l'importance de **passer par les outils de communication locaux** (exemple des radios locales) plutôt que d'en créer de nouveaux et de sensibiliser à l'utilisation de ces outils alternatifs.

GROUPE 2

Suzanne Bellnoun de **CLAE**E (Club des Africaines Entrepreneures d'Europe) évoque les changements en cours concernant les migrations des femmes. Elles sont de plus en plus nombreuses à venir de leur propre initiative, il faut donc en tenir compte pour comprendre les ambitions des femmes migrantes. Madame Bellnoun regrette le faible intérêt manifesté par les institutions françaises pour la participation des femmes au co-développement. L'absence de données concernant la part des femmes dans les transferts d'argent vers les pays du sud en est une illustration : En 2009, 40 milliards de dollars de transferts de fonds des migrants ont été relevés mais aucune donnée n'est disponible concernant la part des femmes. **Il est toujours fait allusion à la participation des migrants ; Qu'en est-il des migrantes ?** En revanche les statistiques abondent lorsqu'il s'agit de communiquer sur le nombre de femmes battues dans l'année.



SUZANNE BELLNOUN, CLAEF, 2 JUILLET 2010

Sur cette question, l'Italie serait beaucoup plus avancée, des études y ont été menées et ont montré l'importance **des réalisations des femmes**. Conscient du rôle qu'elles jouent en faveur du développement le gouvernement est ainsi déterminé à leur apporter son appui et à encourager leur dynamisme. L'intervenante a insisté sur la nécessité pour les femmes migrantes de mettre davantage en évidence leur engagement auprès des institutions nationales, locales et internationales pour se faire reconnaître.

Des organisations telles que CLAEF ont justement pour ambition d'aider les femmes à réaliser leur potentiel d'action et à les valoriser. Dès le début l'association a expérimenté une démarche à la fois collective, par la mise en commun des idées et des outils, et individuelle par un appui individualisé à la création d'entreprise. Peu à peu les responsables de CLAEF ont affirmé leur plus-value dans les capacités d'interface entre différentes culturelles et ce, sans financement. Les premiers résultats sont là : CLAEF a reçu en 2009 45 femmes avec des projets de création d'entreprise ici ou dans leur pays d'origine. Les niveaux de formation et les compétences sont très variés. L'expérience montre qu'**il ne faut pas avoir une approche réductrice des compétences mais plutôt travailler sur les complémentarités**.

Siré Danfakha d'APECEK insiste sur les valeurs d'**interculturalité** mais aussi de **mixité** qui sont au fondement de son association. Ces valeurs lui ont permis d'affirmer un engagement associatif au-delà du contrôle strict de la communauté traditionnelle qui ne lui laissait pas de place, en tant que femme et en tant que sénégalaise. Et aujourd'hui des femmes de sa région d'origine, Kédougou, entrent dans les organisations, leur voix est de plus en plus prise en compte. C'est le cas avec l'entreprise *Niokolo transports* fondée par des migrants de Kédougou et qui a permis de désenclaver toute la région en créant une ligne qui relie la région à la capitale en traversant le pays de part en part. Elle rassemble aujourd'hui de nombreux actionnaires dans tout le Sénégal et dans les pays de destination des émigrés de Kédougou. Pour la première fois des femmes ont acheté des actions dans l'entreprise et elles sont de plus en plus présentes au sein du Conseil d'Administration. Selon Fatou Ndoeye d'Enda Graf il est important de marquer les étapes : Le moment d'autonomie peut être indispensable pour contourner l'autorité et la pression masculine. Ce sont par des stratégies de contournement que les femmes parviennent à se faire reconnaître et à créer.

Principaux obstacles rencontrés par les organisations des femmes migrantes:

L'ABSENCE DE VISIBILITE ET D'OCCUPATION DES ESPACES POLITIQUES: Les femmes militent trop seules, dispersées. Malgré les efforts d'IFAFE les associations de femmes migrantes restent absentes des grandes mobilisations : Elles sont visibles dans le Collectif National des Droits des Femmes ou la Marche Mondiale. Elles sont aussi absentes des campagnes sur la votation citoyenne des migrant-es. Les actions menées dans le pays d'origine ne sont pas assez visibles.

LE MANQUE DE MOYENS FINANCIERS : L'absence de visibilité est étroitement liée au manque de moyens. Les associations de femmes migrantes ne sont pas professionnalisées, elles comptent peu de salariées et les bénévoles sont souvent elles-mêmes confrontées à la précarité. Comment mener des projets à bien et négocier avec les acteurs publics et privés si la propre survie économique des personnes et des organisations n'est pas assurée? Plusieurs témoignages ont illustré cette difficulté : des **réseaux d'accompagnement et de mutualisation des compétences** se structurent mais les responsables elles-mêmes peuvent se trouver confrontées à la précarité et à la non reconnaissance de leurs compétences. Il y a un contraste important entre les grosses ONG qui ont des équipes salariées et les organisations féminines qui ne comptent que sur du travail bénévole. Dans ces conditions il leur est difficile de valoriser leurs compétences et d'avancer ; d'où la nécessité d'envisager dès maintenant des solutions pour y remédier. Rendre visible le "vivier de compétences" porté par ces associations et par ces réseaux mais aussi construire des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs : Collectivités locales et ONG notamment.

A partir de ces constats, des propositions ont pu être avancées :

ETABLIR DES DIAGNOSTICS REGULIERS permettant de faire valoir les apports des femmes (dans les transferts de fonds, les projets mais aussi dans le domaine de la cohésion sociale) et renforcer les échanges entre acteurs pour plus d'efficacité, plus de solidarité et plus de reconnaissance. Pour cela, internet peut être un outil efficace pour les associations qui peuvent y accéder.

CREER UN FONDS POUR L'ENTREPRENARIAT FEMININ. Pour cela il pourrait être envisagé un partenariat avec le secteur privé. Il est important que les femmes de la diaspora puissent avoir accès aux financements et pour pouvoir bénéficier d'un réel accompagnement dans la conduite de leurs projets. Un document de plaidoyer a déjà été élaboré en ce sens par CLAE (Club des Africaines Entrepreneurs d'Europe) en partenariat avec le C.M.R.E. (Conseil des Mariannes de la République et d'Europe), ASIL (Association Solidarité Ici et Là- bas), village ASTA, l'association Eto Ndem. Un fonds de garantie des prêts pour les femmes migrantes pourrait être négocié avec l'Agence Française de Développement en partenariat avec le FORIM et des associations au sud.

RENFORCER LES ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES FEMMES DU SUD, leurs potentialités mais aussi profiter des plates-formes ouvertes par les projets des ONG comme le FSP genre et activités économiques, qui réunit des ONG structurées et reçoit le soutien du MAEE. Il faut échanger dans un premier temps les produits de toutes ces rencontres afin de tisser des liens, puis construire des projets communs entre femmes du sud et femmes migrantes à partir d'une bonne information et de contacts établis dans le temps. Mais avant il faut renforcer les associations de femmes migrantes ici afin que celles-ci ne soient pas absorbées par des partenariats avec les ONG qu'elles ne seraient pas en capacité de gérer. L'axe d'action prioritaire concerne les activités génératrices de revenus passant par le développement du micro-crédit et l'accès aux organismes certifiés.

QUELQUES POINTS FORTS EN CONCLUSIONS DES ATELIERS:

Marie-Dominique de Suremain d'Enda Europe, relève la **diversité** des organisations, anciennes et nouvelles avec des caractéristiques **communes** : Des formes d'organisation interculturelles, c'est-à-dire regroupant des femmes de divers pays et aussi originaires de France. Les organisations de femmes préfèrent apprendre des autres pays plutôt que s'organiser par communauté d'origine. L'enjeu est aussi d'échapper au contrôle des hommes gardiens des traditions conservatrices. La différence est importante entre les réseaux structurés et les petites associations composées essentiellement de bénévoles. Pour toutes, la contrainte financière est un frein à la structuration. Les membres n'en montrent pas moins une solidarité très forte et multi-forme entre des femmes diplômées ou non, voire analphabètes au sein de mêmes organisations. Toutes quelque soit leur niveau d'instruction démontrent avoir une grande **capacité à inventer** des liens, des outils d'accompagnement pour lutter contre les discriminations et s'entraider. Elles ont une grande **capacité à innover**. Multisectorielles, les femmes migrantes militantes s'engagent aussi bien dans les activités économiques que sociales ou culturelles.

Certaines propositions de la journée méritent d'être soulignées et mise en œuvre : **Renforcer les informations et le travail en réseau** avec les femmes du sud, construire des activités économiques nord-sud et sud-sud, faire des propositions à l'AFD pour appuyer l'identification, la gestion et le transfert de l'argent des migrantes et appuyer leurs projets, mener ensemble des **projets de recherche-action** visant à valoriser l'apport des femmes migrantes dans les sociétés et dans la migration.

Mélodie Beaujeu d'Enda Europe souligne que cette journée d'échanges a fait apparaître un certain nombre de **préoccupations et de défis communs** : Les présentations des associations ont montré la diversité des activités et leur importance en termes de **médiation** à tous les niveaux (professionnelle, scolaire, culturelle). Néanmoins on a pu relever deux pôles d'activités: L'**éducation** et la culture d'une part et d'autre part la **création d'activités économiques** avec un accent sur les activités menées dans le pays d'accueil relativement au pays d'origine. Ces préoccupations sont aussi le reflet des situations concrètes vécues par les femmes migrantes qui sont confrontées à la précarité économique dans leur pays de résidence et qui sont largement en charge de l'éducation des enfants.

Des réseaux existent et se structurent autour de services d'appui et d'ingénierie aux associations, d'activités de plaidoyer à l'instar de la fédération IFAFE ou encore de la commission genre du forum. Ces fédérations assurent aussi le lien avec d'autres structures professionnelles en mesure d'appuyer les organisations de femmes dans la conduite de leurs projets ainsi qu'avec les réseaux de militantes féministes françaises et à l'international. Ces réseaux et ces fédérations ne sont pas connues de toutes les associations, Nombreuses sont celles qui restent isolées et ne comptent que sur leurs propres moyens.

Les efforts de **structuration** sont confrontés à un certain nombre de difficultés : Les leaders, souvent diplômées et très engagées, n'en restent pas moins des bénévoles et leurs moyens d'action restent en cela limités. Elles n'ont en particulier pas les moyens de donner une **visibilité** suffisante à leurs associations membres et à répondre à leurs besoins. Internet et différents **outils de communication** peuvent être un moyen mais cela ne suffit pas. Les **liens avec les décideurs** et les capacités à peser demeurent aussi insuffisantes alors que ceux-ci sont les conditions de changements structurels. Il faut

trouver des relais pour porter les préoccupations des femmes auprès des institutions locales nationales et internationales et faire reconnaître les compétences et apports des femmes migrantes tant au sein de la société d'accueil (capacités à créer des liens, intégratrices) qu'en direction des pays du sud (entrepreneuriat, visibilité et droit des femmes du sud). Cela interroge la capacité d'acteurs tels que les ONG à inclure les associations dans leurs campagnes et dans leurs territoire d'intervention mais aussi la capacité des institutions à inclure des acteurs migrants, sans stigmatisation ni favoritisme.

Dominique Poggi, sociologue : « En écoutant cette synthèse et en repensant aux interventions de cette journée, il me semble que **le concept d'oppression paradoxale des femmes** est pertinent. De quoi s'agit-il ? Des personnes ont été confrontées à **de multiples contraintes et discriminations** (enfermement, silence, relégation, exploitation, etc.). Dès qu'on leur permet de sortir de l'isolement, de partager leurs expériences, Dès qu'on leur offre un espace de parole, de partage d'expériences et d'opportunité de porter collectivement, **on assiste à un feu d'artifice d'émancipation, d'innovation et de créativité.** »



Dominique Poggi, sociologue, 2 juillet 2010

contacts:

- FATOU NDOYE, ENDA GRAF, SENEGAL: FATOUASSNDOY@YAHOO.FR
- BADARA NDIAYE, ENDA DIAPOL, SENEGAL : BANJOYE@GMAIL.COM
- NJAKANIAINA RALAIKOTO, ENDA OCEAN INDIEN, MADAGASCAR : DIAPODE@ENDA.MG
- KHADY SAKHO, MECSEF ET FORIM, FRANCE ET SENEGAL : XADI@FREE.FR
- DJAMEL ADILA, CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE : DADILA@CG91.FR
- ANNELAURE WITTMANN, ENDA EUROPE : ANNELAURE.WITTMANN@ENDA-EUROPE.ORG
- MELODIE BEAUJEU, ENDA EUROPE MELODIE.BEAUJEU@ENDA-EUROPE.ORG
- MAGALIE SAUSSEY, AFED, ASSOCIATION FEMMES ET DEVELOPPEMENT : MAGALIESAUSSEY@YAHOO.FR
- ANITA ABLAVI ADJODA IVON, RECOSOL : GIECOSOL@YAHOO.FR
- DOMINIQUE POGGI, SOCIOLOGUE ET FORMATRICE, VERES CONSULTANTS : DOMI.POGGI@WANADOO.FR
- MARIE-DOMINIQUE DE SUREMAIN, ENDA EUROPE : MD.DESUREMAIN@ENDA-EUROPE.ORG
- SUZANNE BELLNOUN, CLAE: sbellnoun@free.fr
- DAMARYS MAA MARCHAND, IFAFE: fedeifafe@aol.com
- SIRE DANFHAKA, APECEK: APECEKEDOUGOU@YAHOO.FR
- LUCILE RIVERA, COURANTS DE FEMMES: COURANTSDEFEMMES@FREE.FR

La parole aux institutions:

Djamel Adila, coordinateur du pôle « ressources », Conseil Général de l'Essonne (Centre de ressources essonniens de la solidarité internationale)

Djamel Adila, responsable du pôle ressources au service des relations internationales du Conseil Général de l'Essonne rappelle que le **CRESIS** (centre de ressources et d'appui aux acteurs) a été créé en 2004, il compte aujourd'hui 8 salariés pour un financement d'un million d'euros par an auxquels s'ajoutent les co-financements.

La vision portée par les services est intégrée, aucune distinction n'est faite entre les acteurs ici et là-bas, ces derniers ne sont pas fractionnés par pays.

La méthode consiste à se servir de l'international pour mieux vivre ensemble ici, aider à faire ceux qui font. Il s'agit de ne pas être bailleur de fonds des associations de migrant-es, mais partenaire. Trois expériences sont présentées :

La première porte sur les **épiceries sociales** pour les personnes en difficulté. Des bénévoles ont signalé au Conseil Général que les migrant-es ne prenaient pas les aliments.

Un sociologue a expliqué pourquoi les femmes refusaient les aliments. Un **débat** a été organisé sur l'adaptation des dispositifs du CG aux migrants ou l'adaptation des migrants au dispositif. C'était là une étape incontournable pour ne pas couper les personnes du dispositif mais plutôt adapter celui-ci. Les femmes migrantes des quartiers ont joué un rôle important en contribuant à décoder, à déconstruire les discours. Même sans droit de vote, celles-ci sont actrices. Les politiques se sont impliqués et l'arrêt des épiceries a été empêché.

Deuxième exemple : Le centre de ressources appuie un **groupe de femmes maliennes** qu'il ne parvenait pas à financer. Il a été décidé de monter un dossier ensemble dans un territoire au Mali dans lequel elles n'avaient pas de lien direct, pour qu'elles apprennent ensemble, sans défendre une région d'origine plutôt qu'une autre. Aujourd'hui un **groupe de travail** a été créé et se réunit régulièrement au sein du Conseil Général autour du montage d'un projet commun au Mali.

Troisième exemple: Une plainte avait été relevée vis-à-vis des migrants ayant des **familles de 10 personnes et touchant le RMI**. des discussions ont été menées auprès des travailleurs sociaux sur la connaissance des sociétés du sud pour qu'ils changent leur regard et respectent les droits des personnes migrantes.

Ainsi une collectivité investit dans des projets au Mali, et contribue à faire diminuer les "a priori", les préjugés, tout en répondant aux habitants qui demandent "pourquoi on envoie de l'argent là-bas".

PERSPECTIVES

Ablavi-Anita Adjeoda Ivon, Déléguée Générale de Recosol et administratrice au FORIM précise que la stratégie du FORIM pour les activités futures sera fondée en partie sur le **partenariat** : Les **collectivités locales** représentent des partenaires importants au double titre de la politique de la Ville et de la coopération décentralisée. Les ONG sont aussi des acteurs importants en termes de médiation, de facilitation.

Pour travailler ensemble efficacement et gagner en économie d'échelle il convient de bien **comprendre les modes d'intervention** spécifiques pour adapter les outils et les méthodes. Aujourd'hui il faut constater que les partenariats s'inscrivent rarement dans le temps. Les migrant-es restent trop souvent des "bénéficiaires" des dispositifs mais ne sont pas des interlocuteurs, des acteurs identifiés.

Badara Ndiaye d'enda Diapol salue la fin de la "tyrannie des AGR (Activités Génératrices de Revenus), Les micro activités génératrices de revenus des femmes" et du micro-crédit qui l'accompagne, pour penser à un **entreprenariat féminin** créateur de richesse et d'emploi. On a pensé trop longtemps et avec des conséquences terribles qu'en prêtant de toutes petites sommes aux femmes avec de gros intérêts on allait sortir les pays du sud de la pauvreté. Or, s'il n'y a pas de politiques publiques d'éducation et d'infrastructures, pas de construction de réseaux, de renforcement des organisations et un débat sur les alternatives de développement, c'est un échec. Il faut voir plus grand et débattre des enjeux politiques et sociaux e de la place des femmes dans ces politiques. L'intervention du CG de l'Essonne montre à quel point la cohésion sociale est au coeur de la préoccupation des collectivités locales. Et cela n'est pas seulement vrai en Europe : Au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, dans certaines villes les migrants sont en nombre plus important que les natifs, Cela interpelle directement les élus locaux.

Djamel Adila rappelle que dans un contexte où les sphères publiques locales se renforcent dans les pays du sud, les transferts éducatifs sud-nord sont de plus en plus à l'ordre du jour (exemple des mallettes pédagogiques, de foyers jeunes travailleurs, campagnes sur la santé et le diabète inspirées des campagnes au sud). La **coopération** décentralisée est un cadre d'action efficace. C'est pourquoi il est intéressant de s'appuyer sur les groupes-pays, de solliciter leur création lorsqu'ils n'existent pas auprès des collectivités locales.

Pour le plaidoyer, des structures comme CUF (Cités Unies France) sont intéressantes. Si des réseaux se créent il est important de rester ouvert aux autres, afin d'éviter les phénomènes de cooptation. C'est dans le sens de cette ouverture que le CG de l'Essonne travaille de manière aussi pédagogique que possible. Ainsi dans la vision du CG le groupe des femmes maliennes est amené à devenir le réseau *des femmes et du co-développement*, en dépassant le cadre d'un seul pays. La même pédagogie est déployée auprès des "français de souche", y compris ceux qui pensent que les migrants font pression sur l'économie, qu'il faut fermer les frontières et que le développement du sud est destiné à lutter contre les migrations.

Mélodie Beaujeu clôt la journée en remerciant l'ensemble des organisations et en rappelant l'esprit de cette rencontre. Celle-ci s'inscrit dans la continuité du processus ouvert par la commission genre du FORIM et, à partir des propositions faites, ouvre la perspective de nouvelles actions à mener ensemble, selon les initiatives des participant-es. Contact: melodie.beaujeu@enda-europe.org